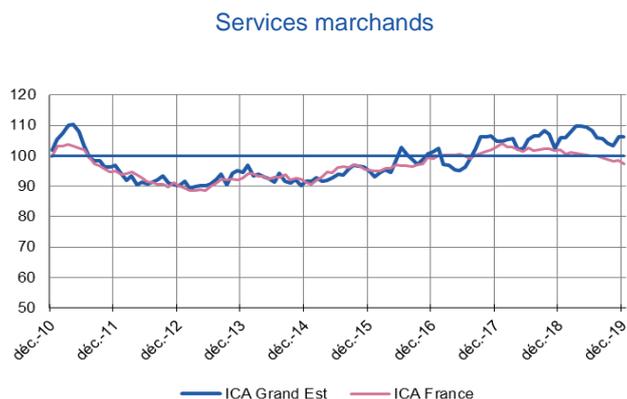


Contexte conjoncturel

Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

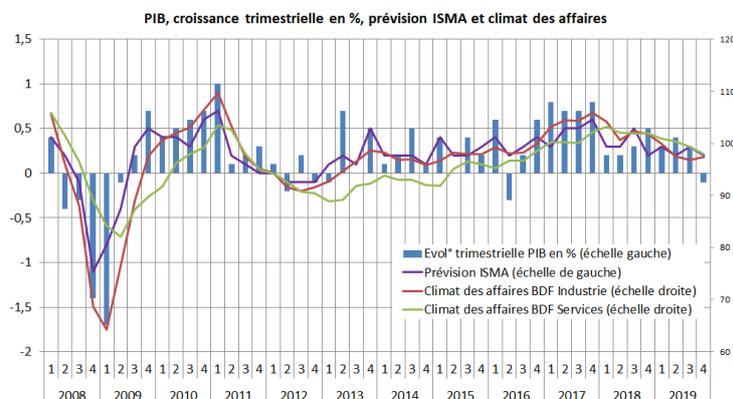


Contexte national

Comme l'année précédente, l'économie française a souffert en 2019 d'un contexte défavorable au niveau international, marqué par une montée des tensions commerciales. Selon le FMI, la croissance économique mondiale n'atteindrait que 2,9 % en 2019, contre 3,6 % en 2018. **Toutefois, l'année 2019 devrait marquer un point bas dans le cycle international** : la croissance mondiale remonterait à 3,3 % en 2020. De fait, certains indicateurs avancés, tels que les indices PMI, s'inscrivaient en hausse en fin d'année dans les pays avancés comme dans les émergents.

En France, l'indicateur du climat des affaires dans l'industrie s'est dégradé au premier semestre, à 95 en juin 2019 contre 102 en décembre 2018, mais s'est repris au second semestre, pour s'établir à 97 en décembre. L'activité a marqué le pas dans les services, avec un indicateur du climat des affaires à 97 en décembre contre 102 fin 2018, mais la conjoncture est restée plus favorable dans le bâtiment, avec un indicateur du climat des affaires à 105 fin 2019 contre 104 fin 2018.

Au final, la croissance du PIB de la France a atteint 1,2% en 2019, après 1,7% l'année précédente. Malgré ce fléchissement, avec en particulier une baisse inattendue du PIB au quatrième trimestre (-0,1 %), l'économie française s'est montrée dans l'ensemble plutôt résiliente et affiche sur l'année une meilleure performance que des pays tels que l'Allemagne (+0,6 % de croissance du PIB en 2019) ou l'Italie (+0,2 %). En effet, si l'environnement international a été moins porteur, la demande intérieure française s'est en revanche montrée particulièrement robuste, soutenue notamment par des conditions de financement favorables et par les mesures budgétaires mises en place depuis la fin 2018. La consommation des ménages s'est ainsi accrue de 1,2 % en 2019 contre 0,9 % en 2018, alors que l'investissement a augmenté de 3,6 % contre 2,8 % l'année précédente.



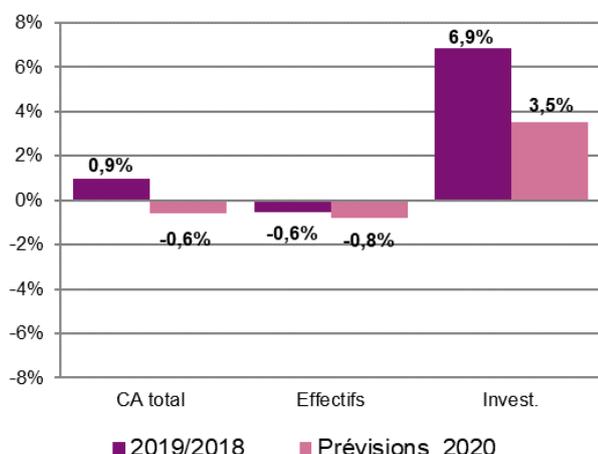
Source : Banque de France (DGSEI)

Selon les projections macroéconomiques publiées par la Banque de France en décembre 2019, la croissance du PIB fléchirait de nouveau légèrement en 2020, à 1,1 %, avant de se redresser à 1,3 % en 2021 et 2022. Dans le même temps, l'inflation ralentirait à 1,1 % en 2020 puis se redresserait à 1,3 % en 2021 et 1,4 % en 2022. Le taux de chômage continuerait de décroître progressivement, de 8,5 % en 2019 à 8,0 % en 2022.

La France et la zone euro ont encore bénéficié en 2019 d'un soutien substantiel de la politique monétaire, qui a permis de maintenir des conditions de financement favorables pour l'ensemble des secteurs.

INDUSTRIE

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



En 2019, l'**industrie** enregistre une hausse contenue par rapport à l'année 2018. Le chiffre d'affaires continue de croître (0,9 %), dans des proportions moindres qu'en 2018 et inférieures aux anticipations formulées il y a un an. De nettes disparités existent entre les différents secteurs : ainsi la production d'équipements électriques se contracte à hauteur de 2,3 % alors que le matériel de transport enregistre un rebond de 4,6 %.

Le marché domestique a soutenu la demande, compensant des exportations en retrait (- 12,1 %).

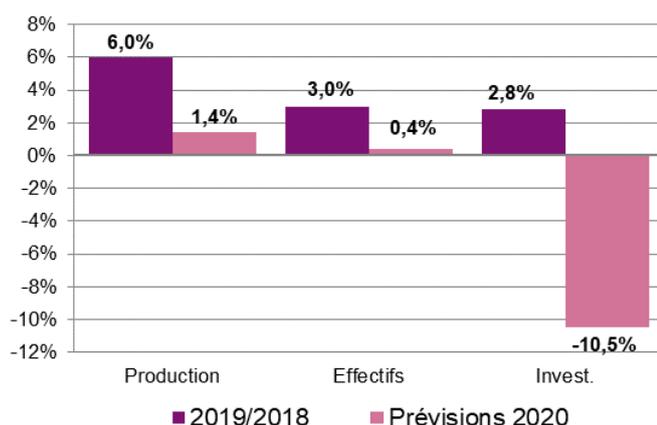
La production légèrement haussière s'est accompagnée d'une faible contraction des effectifs (- 0,6 %), répartie de manière équilibrée entre l'emploi intérimaire (- 0,5 %) et le personnel salarié.

Les dépenses d'investissement progressent dans l'essentiel des secteurs hormis dans les « autres produits industriels » (tels que le travail du bois ou la métallurgie) dont l'évolution est disparate. Dans ce contexte d'équipement régulier, la rentabilité se maintient ou progresse dans trois entreprises sur quatre.

Pour 2020, les dirigeants anticipent un léger recul. L'augmentation de la productivité est envisagée par une hausse du capital industriel et par une légère contraction des ressources humaines, ceci afin de préserver la rentabilité, voire de la développer.

CONSTRUCTION

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



L'année 2019 a été particulièrement porteuse dans la **construction** (+ 6,0 %), alors que les dirigeants escomptaient une progression moindre. Tous les secteurs sont performants, le volant d'affaires évoluant entre 3,0 % pour le second œuvre et 9,8 % pour les travaux publics. Dans un contexte de production haussière depuis plusieurs années, l'emploi enregistre une progression de 3,0 %. Hormis dans le gros œuvre et les travaux publics, le recours à l'intérim est massif (+ 9,2 %).

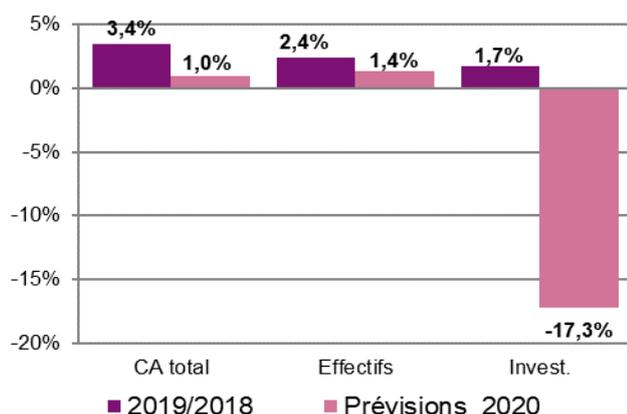
Les investissements sont atones ou en retrait. Seul le secteur des travaux publics augmente significativement son intensité capitalistique (+ 11,8 %), emportant la tendance globale (+ 2,8 %).

L'année 2020 devrait marquer un ralentissement de la croissance. Cette évolution est conforme à la demande, la progression des carnets de commandes étant plus mesurée.

Les chefs d'entreprise espèrent conforter leurs effectifs en propre tout en réduisant de 11,3 % le recours au travail temporaire.

SERVICES

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



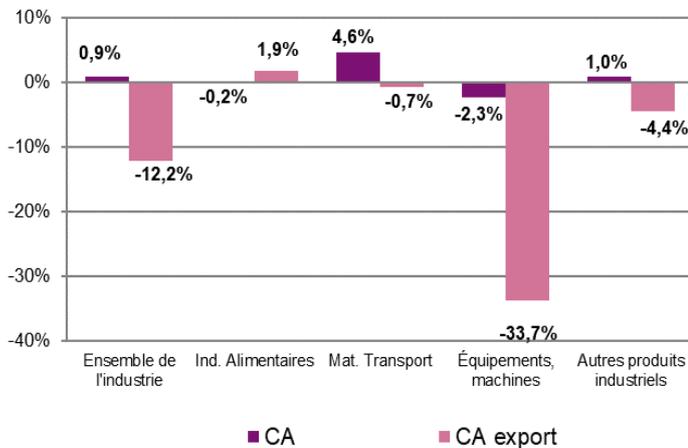
Conformément aux attentes, dans les **services marchands**, l'activité est restée dynamique en 2019 (+ 3,4 %) et ce pour l'ensemble des branches interrogées dans l'étude. Dans ce contexte favorable, les dirigeants ont poursuivi leurs recrutements (+ 2,4 %).

Pour 2020, les prévisions tablent sur une croissance modérée (+1,0%) qui s'accompagnerait de quelques embauches (+ 1,4 %).

Les budgets d'investissement ont progressé en 2019 (+ 1,7 %) mais cela ne devrait pas se reproduire en **2020**, car les dirigeants prévoient de diminuer leurs enveloppes budgétaires liées aux immobilisations (- 17,3 %).

Évolution d'activité par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



En 2019, les industries du Grand Est affichent une croissance modérée de leurs chiffres d'affaires de 0,9 %. Ce résultat, en retrait sensible par rapport aux prévisions exprimées en 2018, est à rapprocher de l'évolution des exportations. Le marché étranger, dont les dirigeants anticipaient une progression, a enregistré un recul marqué (- 12,2 %).

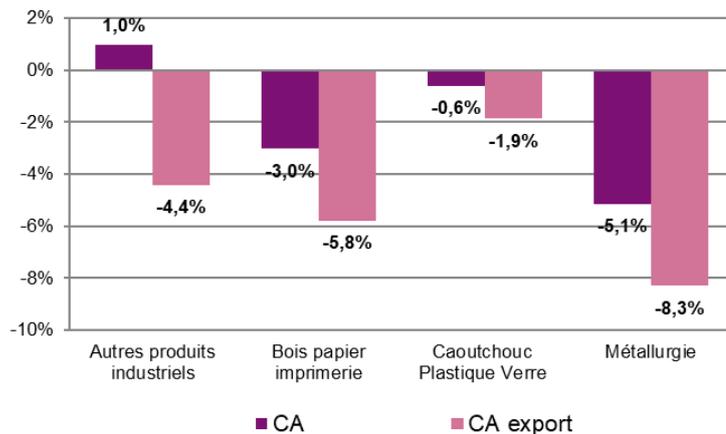
La tendance globalement favorable de l'activité est liée à la robustesse du marché national.

En 2019, cette trajectoire est essentiellement portée par le secteur de la fabrication de matériels de transport, qui enregistre un rebond de 4,6% après une année 2018 atone. L'industrie agroalimentaire affiche une quasi stabilité à - 0,2 %, englobant des disparités importantes entre les sous-secteurs.

La production d'équipements électriques est pénalisée par une contraction forte des exportations (- 33,7 %), qui se répercute de manière très atténuée sur le chiffre d'affaires, en baisse de 2,3 %. Comme annoncé, le secteur de la fabrication des « autres produits industriels » (détaillé ci-dessous) poursuit un développement régulier avec une hausse modérée de 1,0 %, recouvrant des différences significatives de performances selon les sous-secteurs.

Évolution d'activité dans la fabrication des « autres produits industriels »

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)

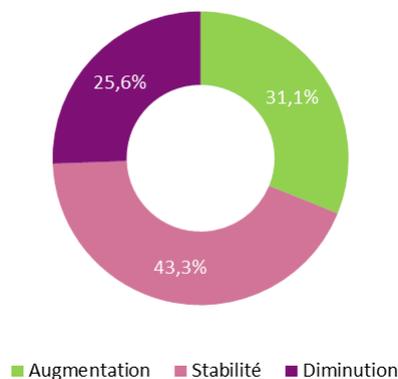


Dans le secteur composite mais prépondérant des « autres produits industriels », les bonnes performances des activités d'installation / réparation, en progression de 6,3 %, et dans une moindre mesure de l'industrie pharmaceutique (+ 3,6 %) ont contrebalancé le manque de dynamisme des autres sous-secteurs. Les chiffres d'affaires de la chimie et des produits métallurgiques ont marqué le pas, s'inscrivant respectivement à - 6,6 % et - 5,1 % d'une année sur l'autre. Cette évolution est moins significative dans le travail du bois et de ses dérivés, en légère baisse de 1,9 %. Les productions d'objets en caoutchouc ou plastique, tout comme celle de l'habillement, sont presque stables.

La croissance à l'exportation la plus favorable dans l'industrie en 2019 concerne l'activité pharmaceutique (+ 7,4 %).

Évolution de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

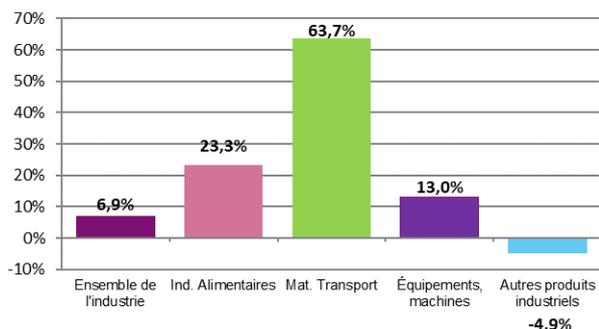


Selon les industriels, la légère progression d'activité se traduit par une amélioration de la rentabilité. Cette évolution est assez proche des anticipations émises par les dirigeants en 2018.

Désormais, 3 entreprises sur 4 préservent voire augmentent leur niveau de profitabilité d'une année sur l'autre. La part de structures enregistrant une évolution haussière est de 31,1 %, supérieure à celles qui subissent une contraction de marges (25,6%).

Évolution d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)

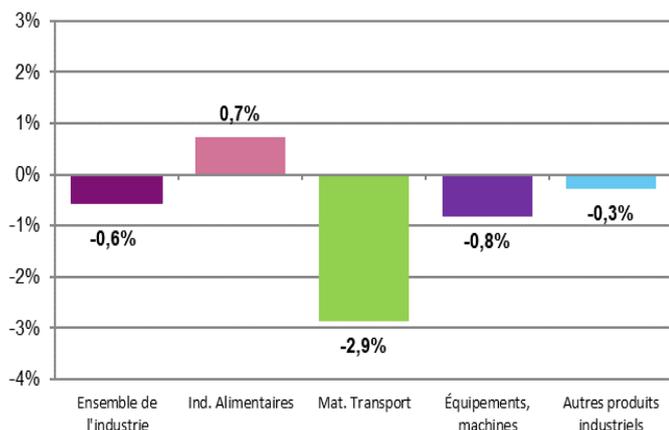


Les investissements industriels se sont plus accentués en 2019, à un niveau de 6,9 % inférieur cependant de moitié aux anticipations optimistes formulées en 2018.

Quelques branches ont particulièrement augmenté leur intensité capitalistique : c'est le cas notamment de l'industrie agroalimentaire (+ 23,3 %) et du matériel de transport (+ 63,7 %). Le secteur des « autres produits industriels », dont l'évolution apparaît mitigée, recouvre des divergences importantes : la chimie se développe à hauteur de 15,3 %, ce qui ne compense pas la chute dans l'industrie pharmaceutique (- 30,7 %).

Évolution d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



L'amélioration de rentabilité dans l'industrie est concomitante avec une réduction de l'emploi. Les effectifs industriels de notre échantillon se sont faiblement contractés, à hauteur de 0,6 %, et la main d'œuvre intérimaire a évolué dans des proportions similaires (- 0,5 %). Les dirigeants ont globalement préservé plus d'emplois que dans leurs prévisions 2018.

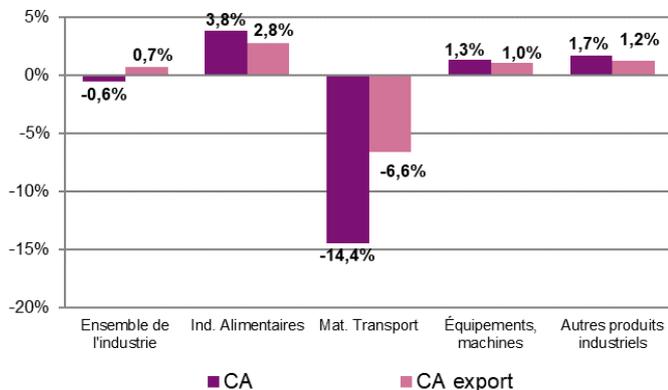
Dans l'agroalimentaire, les recrutements ont repris (+ 0,7 %), essentiellement sous forme de contrats d'intérim : + 1,3 %.

Les autres secteurs industriels enregistrent au mieux un léger tassement des ressources humaines, comme dans la fabrication des « autres produits industriels » où l'évolution est de - 0,3 %. Ce fléchissement est plus marqué, atteignant - 2,9 % dans le secteur du matériel de transport, où l'érosion concerne essentiellement les salariés permanents. A l'inverse, la contraction dans les équipements électriques vise surtout les non-titulaires (- 7,7 %).

Des évolutions atypiques existent dans certains sous-secteurs, tels que l'électronique ou la pharmacie, qui recrutent à un rythme significatif du personnel temporaire (respectivement 10,1 % et 35,2 %).

Prévisions d'activité par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



Pour 2020, les industriels anticipent un tassement de l'activité globale : le volant d'affaires commence à décroître (- 0,6 %) après plusieurs années de hausse, et ce malgré la contribution désormais positive de l'exportation.

Cette tendance est entraînée par le poids prépondérant de la fabrication de matériels de transport. Cette branche afficherait une chute de 14,4 %, incluant une contraction des ventes à l'étranger de 6,6 %.

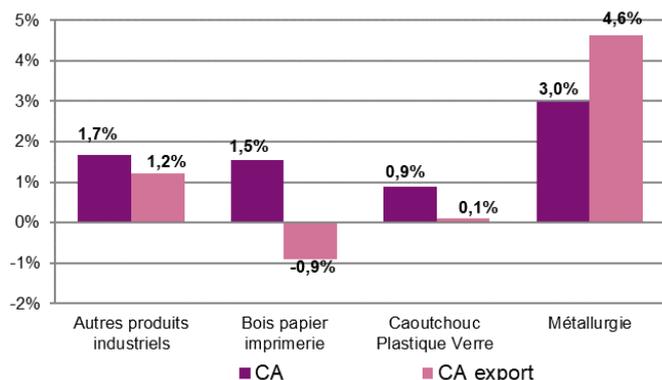
Les autres secteurs devraient voir leur production progresser, sous l'effet conjugué d'une demande domestique et internationale plus dynamique.

Le secteur des équipements électriques connaîtrait une croissance de 1,3 %, portée par la vigueur des produits informatiques.

La hausse la plus significative est attendue dans l'agroalimentaire : + 3,8 %.

Prévisions d'activité dans la fabrication des « autres produits industriels »

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



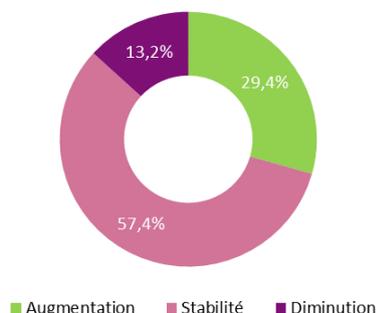
Les dirigeants d'entreprises spécialisées dans les « autres produits industriels » anticipent une nouvelle progression de chiffre d'affaires (+ 1,7 %), dans la continuité de l'année 2019.

L'ensemble des entreprises contributrices sont performantes, dans des proportions variables :

- Les installations-réparations anticipent prudemment une stabilisation de leur activité malgré la chute de 18,1 % des exportations.
- Se démarquent positivement l'industrie chimique, dont les ventes progressent de 6,2 % après une année de repli, et l'activité pharmaceutique qui pourrait se développer fortement (+ 14,4 %), soutenue par une demande internationale en hausse de 19,3 %.

Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



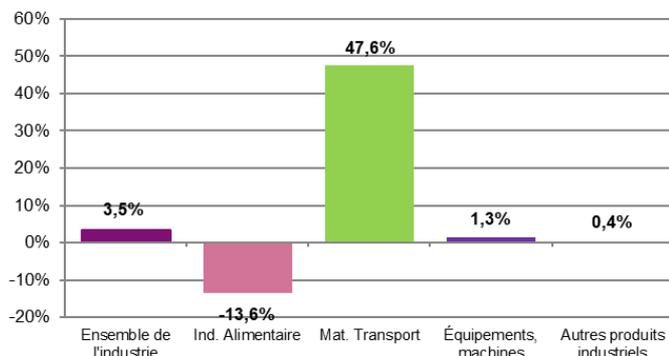
Les prévisions de rentabilité sont un peu plus mesurées pour 2020 qu'elles ne l'étaient pour 2019.

En effet, 57,4 % des dirigeants interrogés escomptent désormais un maintien de leurs performances. De facto, la part d'interlocuteurs envisageant une évolution de leur rentabilité se contracte, que la tendance soit haussière (29,4 % de l'échantillon) ou baissière (13,2 %).

Les plus optimistes sont les chefs d'entreprise positionnés dans le secteur des « autres produits industriels » et dans ceux des équipements électriques et électroniques.

Prévisions d'investissements par secteur

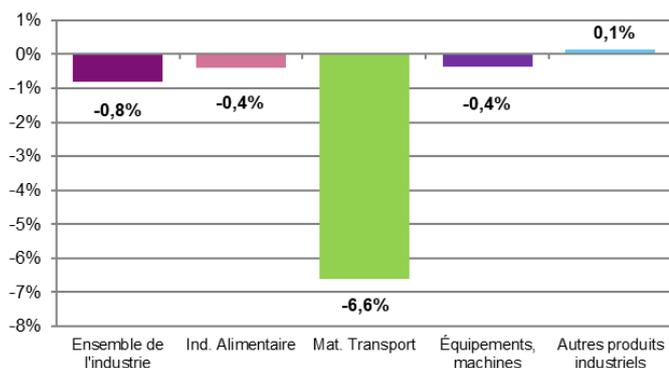
(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



L'investissement industriel restera favorable en 2020 (+ 3,5 %). Les prévisions font apparaître une dispersion importante selon les activités : le matériel de transport restera significativement porteur, ainsi que la fabrication de produits informatiques et électroniques, alors que l'industrie pharmaceutique poursuivra sa décroissance capitalistique (- 38,4 %). Les secteurs de l'agroalimentaire et des équipements électriques stopperont leurs immobilisations après une évolution fortement positive en 2019.

Prévisions d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)

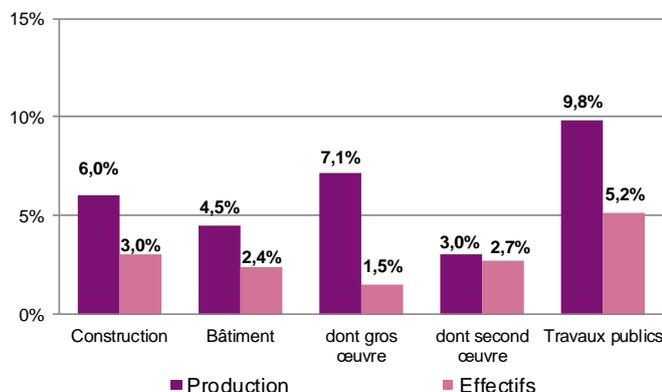


L'érosion des effectifs devrait se poursuivre. La baisse globale de 0,8 % est essentiellement induite par la réduction du volant d'intérimaires (- 1,4 %). Ainsi, chaque sous-secteur envisage de réduire le nombre de contrats à durée courte, dans des proportions parfois significatives.

Seul le secteur des « autres produits industriels » sera pourvoyeur d'emplois en 2020, cette évolution étant portée par les entreprises chimiques, pharmaceutiques (+ 5,8 %) et dans le secteur de la réparation / installation. La fabrication d'équipements électriques est également en phase d'embauches.

Évolution d'activité et d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



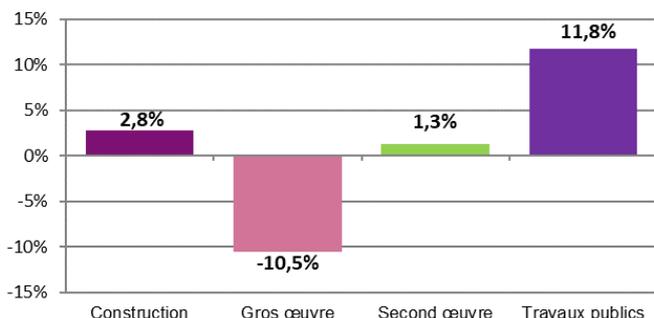
La production progresse encore plus fortement en 2019 qu'en 2018, atteignant 6,0 %. Si les contributions de tous les secteurs sont positives, les travaux publics affichent une croissance de 9,8 % particulièrement élevée, suivi par celle du gros œuvre à hauteur de 7,1 %. Les chantiers dans le bâtiment progressent de 4,5 % et dans le second œuvre de 3,0 %.

Le recrutement s'accompagne d'un recours massif à l'intérim (+ 9,2 %), contribuant à l'augmentation globale des effectifs de 3,0 %. Le second œuvre a complété ses effectifs de manière significative en recourant largement aux contrats temporaires.

Le gros œuvre, comme les travaux publics, parvient à recruter du personnel permanent.

Évolution d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)

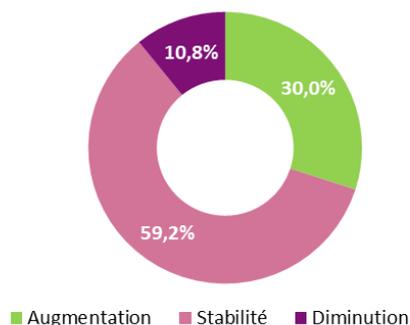


Les budgets d'investissement des entreprises de la construction ont augmenté en 2019 de l'ordre de 2,8 %, infirmant des prévisions pessimistes.

Cette appréciation est à nuancer, les évolutions globalement baissières (gros œuvre) ou atones (second œuvre) étant masquées par l'important effort réalisé par le secteur du BTP. Les immobilisations de cette branche progressent de 11,8 %.

Évolution de rentabilité

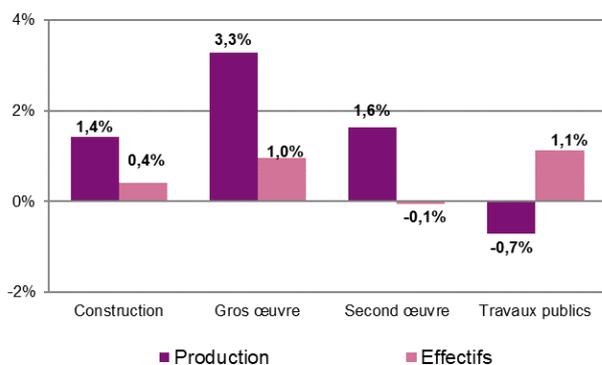
(Soldes d'opinions bruts en %)



La progression d'activité dans l'ensemble des secteurs s'est de nouveau accompagnée d'un gain de profitabilité. Seules 10 % des entreprises enregistrent une érosion de leur rentabilité, alors que 30 % des dirigeants notent une augmentation. L'évolution la plus significative concerne le gros œuvre, 36,7 % de l'échantillon ayant pu développer ses marges.

Prévisions d'activité et des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)

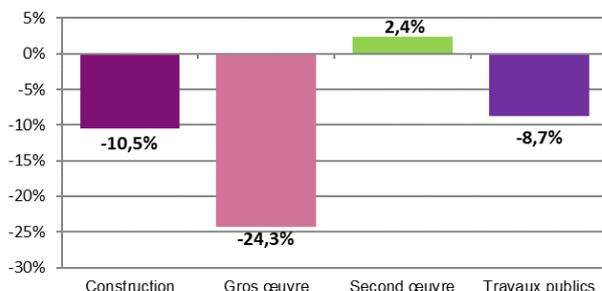


En 2020, la production devrait continuer de croître, de l'ordre de 1,4 %. Seule l'activité des travaux publics fléchirait légèrement (- 0,7 %) durant cette année d'élections municipales, ce qui se matérialise dès à présent par la contraction des carnets de commandes (89 % des dirigeants voient une évolution au mieux stable).

L'évolution favorable devrait se répercuter de façon atténuée sur l'emploi, tous secteurs confondus. Les chefs d'entreprise manifestent la volonté de stabiliser l'effectif à travers une répartition différente des contrats, en privilégiant le personnel permanent.

Prévisions d'investissements par secteur

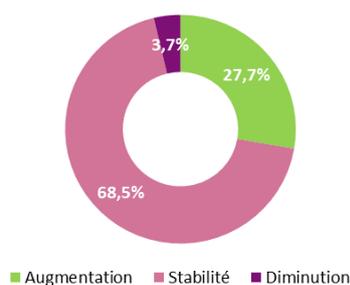
(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



Dans la perspective d'une année 2020 moins porteuse, les dirigeants envisagent des ajustements à la baisse des investissements, à hauteur de 10,5 %. Le second œuvre fait exception, augmentant son intensité capitalistique dans la continuité de l'exercice 2019 (+ 2,4 %).

Prévisions de rentabilité

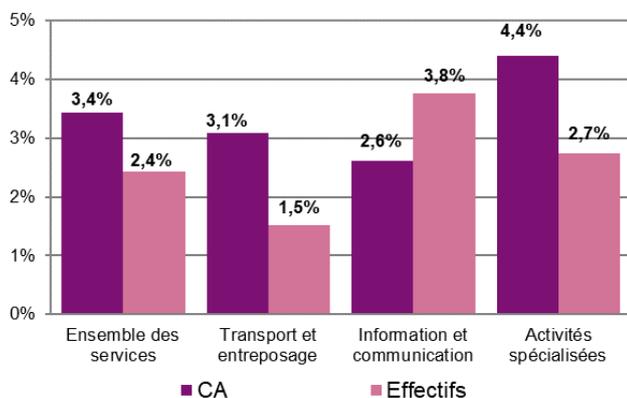
(Soldes d'opinions bruts en %)



Le volume d'activité à venir reste d'un niveau suffisant pour préserver les marges. Près des deux tiers des dirigeants envisagent un maintien des résultats et la proportion d'annonces pessimistes plafonne à 3,7 %. Cette répartition est homogène entre les secteurs.

Évolution d'activité et d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



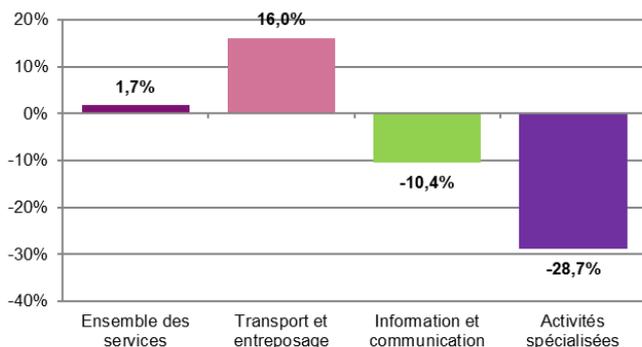
En 2019, le secteur des services marchands poursuit sa croissance avec une hausse de 3,4 %, soit une réalisation légèrement en deçà des attentes des chefs d'entreprise qui prévoient une augmentation d'un point supérieur aux réalisations.

L'ensemble des branches dans notre étude affichent des résultats positifs. Ainsi, le transport et entreposage progresse (+ 3,0 %) tout comme les activités spécialisées - comprenant entre autres les activités comptables et études techniques (+4,4%) - malgré une baisse pour les agences d'intérim (- 1,5 %).

Pour accompagner, ces surplus d'activité, les chefs d'entreprise ont procédé à des recrutements faisant croître les effectifs de 2,4 %. La branche de l'information et communication connaît l'évolution la plus élevée (+ 3,8 %) car elle bénéficie de nombreuses embauches qui ont eu lieu dans les activités informatiques (+ 5,7 %). Pour le secteur du transport et entreposage, les difficultés à trouver du personnel qualifié expliquent, en partie, la progression moins prononcée (+ 1,5 %).

Évolution d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)

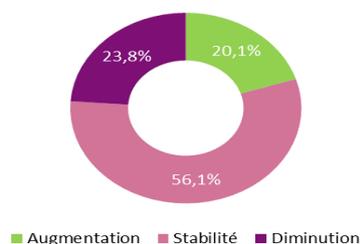


À contrario de l'année 2018, les entrepreneurs ont accru leur budget d'investissement (+ 1,7 %), essentiellement grâce à la branche des transports (+ 16 %).

Les autres activités ont sensiblement réduit leurs nouvelles immobilisations, hormis l'informatique qui enregistre une progression de 47,2 %.

Évolution de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

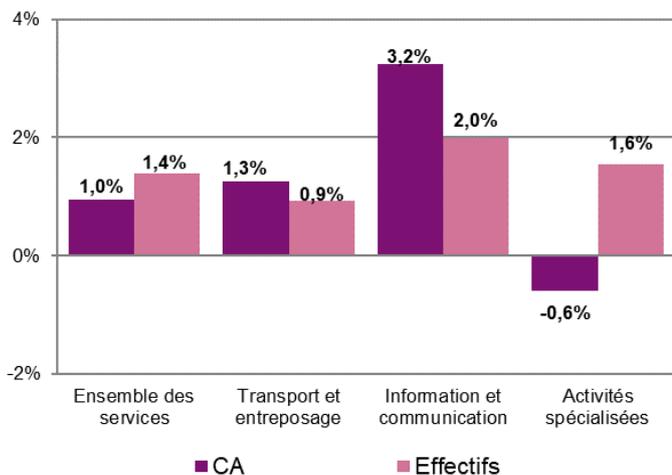


Une majorité des chefs d'entreprise interrogés estiment que leur rentabilité s'est maintenue en 2019 (56,1 %).

Comme l'année dernière, la part des dirigeants affichant une baisse de leur rentabilité en 2019 (23,8 %) est supérieure à celle de ceux annonçant une augmentation (20,1 %).

Prévisions d'activité et d'effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)



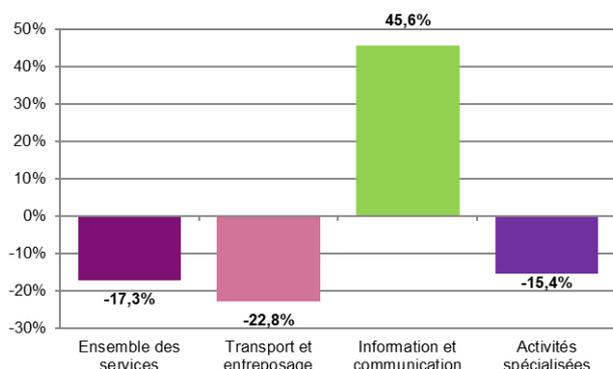
Pour 2020, les prévisions sont prudentes avec une croissance modérée de 1,0 %.

Les professionnels de l'information-communication et du transport-entreposage anticipent une poursuite de la croissance de leur chiffre d'affaires en 2020 avec respectivement une hausse de 3,2 % et 1,3 %. Par contre, pour les activités spécialisées, un léger repli du volume d'affaires est prévu (- 0,6 %) compte tenu entre autres des conseils d'affaires, qui anticipent un recul de 2,3 %.

Les chefs d'entreprise ont l'intention de poursuivre leurs efforts de recrutement en 2020 (+ 1,4 %) et cette tendance s'observe pour l'ensemble des branches hormis celles de l'édition et des conseils d'affaires.

Prévisions d'investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2018)

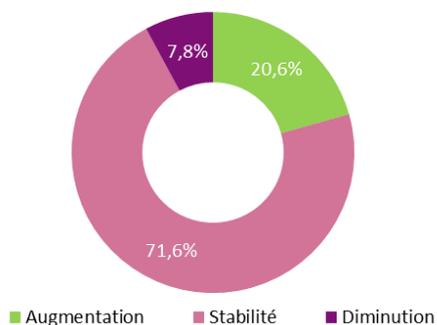


Les budgets dédiés aux investissements sont annoncés en forte baisse pour 2020 (- 17,3 %). La branche des transports prévoit une diminution de 22,8 % de l'enveloppe dédiée aux nouvelles immobilisations et celle des activités spécialisées devrait se réduire de 15,4 %.

Si, dans l'ensemble, les chefs d'entreprise du secteur adoptent une attitude prudente quant aux investissements à venir, les branches de l'information-communication et audiovisuel se démarquent à travers des projets significatifs.

Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)



Pour 2020, les dirigeants sont plutôt optimistes sur l'orientation de leur rentabilité.

En effet, plus de 90 % d'entre eux prévoient une stabilité voire une hausse de leurs performances.

Tableaux synthétiques sectoriels

(Variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2018)

Bilan 2019

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	0,9	-12,2	-0,9	6,9
Industries alimentaires	-0,2	1,9	0,8	23,3
Industrie de la viande	-3,0	8,7	-3,1	-7,0
Autres produits alimentaires	-4,7	-5,7	3,0	11,1
Fabrication de boissons	1,3	5,1	0,6	-5,4
Equipements électriques, électroniques et autres	-2,3	-33,7	-0,8	13,0
Equipements électriques	-3,2	-63,7	-1,5	21,7
Machines et équipements	-3,0	-3,6	-1,0	5,1
Fabrication de matériels de transport	4,6	-0,7	-3,4	63,7
Fabrication d'autres produits industriels	1,0	-4,4	-0,5	-4,9
Travail du bois, industrie du papier, imprimerie	-3,0	-5,8	-1,0	1,7
Industrie chimique	-6,6	-4,0	-0,5	15,3
Industrie pharmaceutique	3,6	7,4	7,3	-30,7
Produits en caoutchouc, matières plastiques	-0,6	-1,9	-2,2	-0,9
Métallurgie	-5,1	-8,3	-1,3	2,6
Autres industries manufacturières	6,3	-8,3	1,2	-11,4

Prévisions 2020

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	-0,6	0,7	-0,8	3,5
Industries alimentaires	3,8	2,8	0,6	-13,6
Industrie de la viande	4,8	1,1	-0,2	17,6
Autres produits alimentaires	1,2	4,8	-0,5	-26,2
Fabrication de boissons	2,4	2,8	1,8	18,6
Equipements électriques, électroniques et autres	1,3	1,0	-0,4	1,3
Equipements électriques	0,5	1,5	0,3	-3,8
Machines et équipements	0,5	-0,4	-1,2	-1,6
Fabrication de matériels de transport	-14,4	-6,6	-8,9	47,6
Fabrication d'autres produits industriels	1,7	1,2	-0,3	0,4
Travail du bois, industrie du papier, imprimerie	1,5	-0,9	-0,3	4,0
Industrie chimique	6,2	4,1	1,5	3,5
Industrie pharmaceutique	14,4	19,3	5,9	-38,4
Produits en caoutchouc, matières plastiques	0,9	0,1	-0,4	26,5
Métallurgie	3,0	4,6	-1,7	-4,1
Autres industries manufacturières	0,0	-18,1	0,8	-1,9

Tableaux synthétiques sectoriels

(Variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2018)

Bilan 2019

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	6,0	3,0	2,8
Gros Oeuvre	7,1	1,5	-10,5
Second Oeuvre	3,0	2,7	1,3
Travaux Publics	9,8	5,2	11,8

Prévisions 2020

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	1,4	0,4	-10,5
Gros Oeuvre	3,3	1,0	-24,3
Second Oeuvre	1,6	-0,1	2,4
Travaux Publics	-0,7	1,1	-8,7

Tableaux synthétiques sectoriels

(Variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2018)

Bilan 2019

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble des services	3,4	0,4	2,4	1,7
Transports et entreposage	3,1	-1,1	1,5	16,0
Information et communication	2,6	6,4	3,8	-10,4
Activités spécialisées	4,4	9,0	2,7	-28,7

Prévisions 2020

	CA total	Exportations	Effectifs	Investissements
Ensemble des services	1,0	-1,4	1,4	-17,3
Transports et entreposage	1,3	1,4	0,9	-22,8
Information et communication	3,2	17,2	2,0	45,6
Activités spécialisées	-0,6	-22,0	1,6	-15,4

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région Grand Est, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2018-2019-2020). Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON GRAND EST

Taux de couverture par rapport aux données AcoSS – Urssaf

Secteurs d'activité	Nombre d'entreprises	Effectifs		Taux de couverture en %
		Appréhendés dans l'enquête	Recensés par AcoSS-Urssaf au 31/12/2018	
INDUSTRIE	698	148 063	253 595	58,39%
CONSTRUCTION	481	34 954	105 959	32,99%
SERVICES	412	48 001	150 831	31,82%
TOTAL	1 591	231 018	510 385	45,26%

La Banque de France remercie pour leur précieux concours les entreprises ou établissements qui ont accepté de participer à cette enquête.

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES

sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

REGION44.CONJONCTURE@banque-france.fr

En précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».